

APPEL URGENT Janvier 2024

VIETNAM

-Intervenir avant le 13 février-

République démocratique socialiste (RDVN), parti unique

330 967 km²

95.546.000 millions

Hanoi

Chef de l'État :Nguyễn Phú Trong

Torture: Oui, malgré son adhésion à la Convention contre la torture en 2015 Peine capitale pour 22 infractions!

Nous vous invitons à adresser une copie du modèle de lettre ci-joint aux autorités dont l'adresse se trouve sur la lettre .Affranchir à 2,46€ pour l'international.

ction des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture Rue Brogniez 44, 1070 Bruxelles acatbelgique@gmail.com/ www.acat.be

« ...il est grand, ton amo<u>u</u>r pour moi : tu m'as tiré de l'ab<u>î</u>me des morts. » **Ps 85-13**

Un journaliste en grand danger

Huu Minh Tuan. journaliste indépendant âgé de 34 ans, appartient à l'Association des Journalistes Indépendants du Viêtnam (IJAVN) qui promeut depuis 2014 le droit à la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'association, notamment sur Internet. Le journaliste travaillait en particulier sur les injustices sociales, la politique intérieure et le mouvement démocratique vietnamien. Mais, en janvier 2021, il a été condamné à onze ans de prison.

Détenu dans une petite cellule qu'il n'est pas autorisé à quitter, Le Huu Minh Tuan souffre de graves problèmes de santé. Il n'a pas non plus le droit de recevoir les médicaments de sa famille. Donc sa situation s'est encore aggravée. Ainsi, ses proches ont alerté l'ONG et média Radio Free Asia qui a relayé des nouvelles de Le Huu. En novembre 2023, les agents de la prison de Xuyen Moc, où il est détenu, ont pratiqué un examen médical à l'hôpital de Vung Tau. Néanmoins le prisonnier a estimé que cet examen avait été conduit de manière superficielle. La preuve : après qu'il ait ingurgité les médicaments prescrits à cette occasion, sa situation a empiré.

En décembre 2023, lors d'une visite, ses proches ont constaté gu'il avait particulièrement maigri, était très pâle. Le Huu Minh Tuan a indiqué qu'il ne pouvait plus consommer de nourriture solide, ne la digérant plus. contente de lait mixé avec du gruau de riz. Selon son entourage, il présente plusieurs symptômes évoquant un cancer colorectal. Au cours de cette visite, il a affirmé : « J'en ai assez, je ne tiens plus le coup ». On le voit : sa santé mentale, jusqu'alors stable, s'est aussi dégradée. Ces conditions de détention violent la

Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les règles Nelson Mandela (des directives établies par les Nations unies à destination de ses États membres, afin de mettre en place des standards minimums de conditions de détention dignes).

Exigeons des soins pour Le Huu Minh Tuan!

La situation du journaliste est d'autant plus alarmante que la société civile dans le pays et à l'international a documenté de nombreux cas de prisonniers politiques ayant vécu ces situations. Ils sont décédés en raison du refus des autorités pénitentiaires de leur accorder leur droit

à la santé. Par exemple, Phan Van Thu est décédé en prison après que sa demande de libération pour raisons médicales lui a été déniée. De même, Huynh Huu Dat est décédé d'un cancer et d'une maladie du foie non pris en charge par les autorités de la prison.

D'autres noms encore: Dao Quang Thuc, Doan Dinh Nam... La famille de Le Huu Minh Tuan a alerté l'État et les autorités pénitentiaires afin qu'il bénéficie d'un examen de santé complet. À ce jour, il n'y a pas d'informations disponibles quant à l'acceptation de cette requête.

Avenir du journalisme au Viêtnam?

Actuellement, le Viêtnam occupe la 178ème place sur 180 dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters Sans Frontières (RSF): juste avant la Chine et la Corée du Nord. Le pays poursuit sa chute dans ce classement. Elle traduit la mainmise croissante du Parti communiste sur les médias et l'information. Ainsi, le Viêtnam s'inscrit clairement dans la lignée de la Chine voisine et de la Corée du Nord: seuls comptent la voix et le narratif du Parti. Cette volonté politique totalitaire est inquiétante pour l'avenir du journalisme dans le pays.

Que la Constitution vietnamienne protège la liberté de la presse n'empêche pas les autorités d'emprisonner des journalistes en vertu du code pénal pour « activités visant à renverser le pouvoir du peuple », pour « propagande contre l'État » ou « abus de leurs libertés démocratiques ». Ainsi, selon RSF, au moins 36 journalistes seraient actuellement détenus dans des prisons vietnamiennes.

À l'arsenal législatif s'est ajoutée en 2020 la Force 47, une cyber-armée militaire sous commandement du ministère de la Sécurité publique, visant à traquer l'opposition au régime en ligne alors qu'Internet demeurait un des derniers espaces d'expression de l'opposition dans les prisons et de diffusion d'informations et de discours alternatifs à ceux imposés par le Parti.

communauté internationale, La en particulier les Nations unies, ainsi que la société civile ont régulièrement dénoncé et condamné le traitement que le Viêtnam réserve à ses journalistes. Malgré ce bilan attentatoire aux droits humains, l'État a été élu pour la deuxième fois au Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour le mandat 2023-2025. En définitive, le pays bénéficie d'une totale impunité arrêter, détenir et laisser mourir des journalistes.

(ACAT France)